

Charles-Édouard Sénac
charles-edouard.senac@u-bordeaux.fr

CERCCLÉ - EA 7436
Université de Bordeaux
4, rue du Maréchal Joffre
33075 BORDEAUX Cedex

CURAPP-ESS - UMR 7319
Pôle Universitaire Cathédrale
10, Placette Lafleur BP 2716 80027 Amiens
Cedex 1

THÈMES DE RECHERCHE

- La justice constitutionnelle
- Le contrôle populaire des élus

FONCTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Professeur des universités en droit public, Université de Bordeaux (2018-...)

Maître de conférences en droit public, Université de Picardie Jules Verne (2012-2018)

Chargé d'enseignements vacataire, Sciences-Po Paris (2011-2018)

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université d'Orléans (2011-2012).

Chargé d'enseignements vacataire, Universités Paris II, Versailles Saint-Quentin-en Yvelines et Évry Val d'Essonne (2010-2011).

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Paris II (2007-2009)

Allocataire-moniteur, Université Paris II (2004-2007).

AFFILIATIONS SCIENTIFIQUES

Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLÉ - EA 7436) – Université de Bordeaux

Centre Universitaire de Recherches sur l'Action publique et le Politique - Épistémologie et Sciences Sociales, UMR 7319 (CURAPP-ESS) – Université de Picardie Jules Verne/CNRS

Association française de droit constitutionnel (AFDC)

Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ)

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Conférence-débat à l'occasion du bicentenaire du discours de Benjamin Constant « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes », 27 mars 2019, Université de Bordeaux.

La vie privée des responsables publics, colloque interdisciplinaire organisé les 6 et 7 février 2019 à Amiens, Université de Picardie Jules Verne.

THÈSE :

L'office du juge constitutionnel. Étude du contrôle de constitutionnalité par les juridictions françaises, LGDJ Lextenso Éditions, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », vol. 145, 2015, 613 p.

ARTICLES :

- « Les limites au pouvoir de révision de la nouvelle Constitution tunisienne », *Revue Générale du Droit* (www.revuegeneraledudroit.eu), mars 2014.
- « Le renouveau de la jurisprudence État d'urgence en Nouvelle-Calédonie », *Revue du droit public*, 2013, n° 6, p. 1453-1488.
- « Le droit à l'oubli en droit public », *Revue du droit public*, 2012, n° 4, p. 1157-1170.
- « Le concept d'irresponsabilité de la puissance publique », *Revue française de droit administratif*, 2011, n° 6, p. 1198-1207.
- « Le constat juridictionnel de l'abrogation implicite d'une loi par la Constitution », *Revue du droit public*, 2008, n° 4, p. 1081-1099.

COMMUNICATIONS PUBLIÉES :

- « Le double degré de juridiction en contentieux administratif », in B. Defoort (dir.), *L'appel : regards croisés en procédures civile et administrative*, 5 octobre 2018, Université de Tours, Fondation Varennes, coll. « Colloques & essais », 2019 (à paraître).
- « Le contrôle des lois pénales incriminant les abus de la liberté d'expression par le Conseil constitutionnel », Association française de droit constitutionnel (org.), X^{ème} Congrès français de droit constitutionnel, 22-24 juin 2017, Lille, *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2017 chron. n° 27 (www.revuedlf.com).
- « La répression pénale des abus de la liberté d'expression devant le Conseil constitutionnel français », in M.-C. Najm Kobeh (dir.), *La liberté d'expression et ses juges : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives*, 2 et 3 mars 2017 à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, Éditions de l'USJ, 2018, p. 39-73.
- « Données personnelles et transparence de la vie publique », in E. Netter (dir.), *Le droit des données personnelles*, 7 et 8 novembre 2016, Université de Picardie Jules Verne, *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2018 chron. n° 19 (www.revuedlf.com).
- « Pouvoirs publics et loyauté », in S. Ferrari et S. Hourson (dir.), *La loyauté en droit public*, 19 octobre 2015, Université Paris Descartes, Fondation Varennes, coll. « Colloques & essais », 2018, p. 150-162.
- « Les enjeux constitutionnels de la transparence », in G. Tusseau (dir.), *La déontologie publique : trajectoire et présence d'une notion ambiguë, I. La transparence : principe et limites*, 14 mai 2014, Sciences Po Paris, Fondation Varennes, coll. « Colloques & essais », 2019 (à paraître).
- « La théorie réaliste de l'interprétation est-elle une théorie anarchiste ? », in Ch. Bertrand, R. Brett, F. Pulliero et N. Wagener (dir.) *Droit et anarchie*, 23 novembre 2012, Université Paris Sud, Éditions L'Harmattan, coll. « Presses universitaires de Sceaux », 2013, p. 103-118.
- « Les typologies de la recherche interdisciplinaire », in E. Bottini, P. Brunet et L. Zevounou (dir.) *Usages de l'interdisciplinarité en droit*, 5 et 6 octobre 2011, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Presses Universitaires de Paris Ouest, coll. « Sciences juridiques et politiques », 2014, p. 19-33.

COMMUNICATIONS NON PUBLIÉES :

- « Propos introductifs : présentation d'un classique de la culture juridique », in Ch.-É. Sénac (org.), *Conférence-débat à l'occasion du bicentenaire du discours de Benjamin Constant « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes »*, 27 mars 2019, Université de Bordeaux.
- « “Quelle légitimité pour le Conseil constitutionnel ? ” Interroger les discours », in C. Husson-Rochcongar (org.), *La légitimité en finances publiques (I). L'hypothèse de la légitimité organique : qui a le « dernier mot » en matière financière ?*, 13 décembre 2018, Université de Picardie Jules Verne, 13 décembre 2018.
- « L'impact sur la liberté d'expression de la lutte anti-terrorisme », D. Piana et F. Moliné (org.), *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux en droit comparé*, 10 novembre 2017, Sciences Po Paris.
- « La liberté religieuse de l'usager du service public est-elle source de discriminations positives ? Le cas des menus confessionnels en prison », in C. Husson (org.), *État et religion. La souveraineté de l'individu face à l'État souverain*, 15 décembre 2016, Université de Picardie Jules Verne.
- « Le contrôle parlementaire du renseignement et de l'antiterrorisme », in M. Boumghar et L. Delabie (org.), *État de droit et dispositifs juridiques relatifs à la lutte contre le terrorisme : la tension entre mesures exceptionnelles et droit commun*, 30 septembre 2016, Université de Picardie Jules Verne.

PARTICIPATION À UN GROUPE DE TRAVAIL :

- « Projet de recherche QPC 2020 : la QPC et les représentants d'intérêt », co-responsable de l'équipe de recherche du CURAPP-ESS (avec M. Christelle et B.-L. Combrade), sept. 2018-janv. 2020.
- « La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux au Royaume-Uni », co-rédaction (avec A. Duffy-Meunier et S. Hourson), in D. Piana et F. Moliné (dir.), *La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux en droit comparé*, Société de législation comparée, coll. « Droit comparé et européen », vol. 30, 2018, p. 203-228.

NOTES ET CHRONIQUES :

- « Saisine directe du Conseil constitutionnel d'une question prioritaire de constitutionnalité. Chronique sous Cons. const., 21 nov. 2014, n° 2014-440 QPC, M. Jean-Louis M. », in D. Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 26 et 27 juin 2015, p. 16-17.
- « Cour de discipline budgétaire et financière. Chronique sous Cons. const., 24 oct. 2014, n° 2014-423 QPC, M. Stéphane R et a. », in D. Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 26 et 27 juin 2015, p. 17-18.
- « La loi “reconnaissant” le vote blanc : l'art de prendre les électeurs pour des pions », *Revue Générale du Droit* (www.revuegeneraledudroit.eu), février 2014.
- « Le Conseil constitutionnel pose une question préjudicielle à la Cour de Luxembourg », *Revue Générale du Droit* (www.revuegeneraledudroit.eu), avril 2013.
- « La recevabilité de la question prioritaire de constitutionnalité contre une loi du pays de Nouvelle-Calédonie : désaccords au Palais-Royal. Note sous CE, 11 avril 2012, Établissements Bargibant SA, n° 356339 et CC, 22 juin 2012, Établissement Bargibant SA, n° 2012-258 QPC », *Revue française de droit administratif*, 2012, n° 5, p. 977-990.
- « Chronique sous Cons. const., 18 juin 2012, n° 2012-254 QPC : Fédération de l'énergie et des mines - Force ouvrière FNEM FO (Régimes spéciaux de sécurité sociale) », in

- D. Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence - Question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 23 oct. 2012, p. 22.
- « Chronique sous Cons. const., 25 nov. 2011, n° 2011-199 QPC : M. Michel G. (Discipline des vétérinaires) », in D. Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence - Question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 10 juin 2012, p. 18-19.
- « La censure d'une discrimination entre héritiers français et étrangers par le juge constitutionnel. Note sous Cons. const., 5 août 2011 (déc. n° 2011-159 QPC) », *Gazette du Palais*, 12 oct. 2011, p. 5-7.
- « Le principe de laïcité comme PFRLR. Commentaire sous CE, 6 avril 2001, *Syndicat national des enseignants du second degré*, n° 219379, n° 221699, n° 221700 », *Doctrinal*, avril 2008, disponible sur www.revuegeneraledudroit.eu.
- « Conseil constitutionnel et réserves d'interprétation "par ricochet". Commentaire sous CE, Sect., 22 juin 2007, *Lesourd*, n° 288206 », *Doctrinal*, mars 2008, disponible sur www.revuegeneraledudroit.eu.
- « La technique d'interprétation conforme d'un texte de loi. Commentaire sous l'arrêt CE, Ass., 14 décembre 2007, *Département de la Charente Maritime*, n° 286891 », *Doctrinal*, mars 2008, disponible sur www.revuegeneraledudroit.eu.
- « Ordonnances de l'article 38 et gouvernement titulaire de l'habilitation. Commentaire sous CE, Sect., 5 mai 2006, *Schmitt*, n° 282352 », *Doctrinal*, mars 2008, disponible sur www.revuegeneraledudroit.eu.
- « Valeur et invocabilité de la Charte de l'environnement. Commentaire sous CE, 19 juin 2006, *Association Eau et rivières de Bretagne*, n° 282456 », *Doctrinal*, févr. 2008, disponible sur www.revuegeneraledudroit.eu.
- « Régime des ordonnances non ratifiées. Commentaire sous CE, Ass., 11 décembre 2006, *Conseil national de l'ordre des médecins*, n° 279517, n° 283983, *Doctrinal*, févr. 2008, disponible sur www.revuegeneraledudroit.eu.